



Direction générale des Services techniques
Direction Voirie - Espaces Publics

Objet : **Limitation d'agglomération aux entrées sorties de N113/N572 (entrées sorties échangeurs 5 et 6) - Destination permanente - réglementation de la circulation**

LE MAIRE DE LA VILLE D'ARLES

VU

- La loi n°82-213 du 2 mars 1982 relative et aux droits et libertés des Communes, des Départements et des Régions,
- le Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L 2212.1 et suivants concernant les pouvoirs de Police du Maire,
- l'Article R.610-5 du Code Pénal,
- les Articles R110-2, R311-1, R.325-12 à R.325-46, R.411-25, R.417-1, R.417-10 à R.417-13, R.432-1, L.325-1 à L.325-13 du Code de la Route,
- l'Article L.241-3-2 du code de l'action sociale et des familles
- l'Arrêté Général de Circulation, n°17VET028, en date du 4 juillet 2017, réglementant la circulation et le stationnement sur la Ville d'Arles

- Considérant qu'il y a lieu de prendre toutes mesures propres à éviter les accidents.

Considérant la nécessité pour le Maire d'assurer la sécurité, le bon ordre public, sur l'ensemble de la Commune.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Les limites de l'agglomération de la commune sont fixées comme suit:

- **Bretelle de l'échangeur 5 de la N113/N572 en entrée / sortie (sens Nîmes Salon) 90m avant l'intersection avec l'Avenue Jean Monnet**
- **Bretelle de l'échangeur 5 de la N113/N572 en sortie (sens Salon Nîmes) 100m avant la rue Lucien Guintoli**
- **Bretelle de l'échangeur 5 de la N113/N572 en entrée (sens Salon Nîmes) 20m après le boulevard Clemenceau**

ARTICLE 2 : Les limites de l'agglomération de la commune sont fixées comme suit:

- **Bretelle de l'échangeur 6 de la N113/N572 en entrée/sortie (sens Nîmes Salon) : Sans objet**

- Bretelle de l'échangeur 6 de la N113/N572 en entrée/Sortie (sens Salon Nîmes) 20m depuis le rond point Marie-Madeleine Fourcade

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Marseille dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'État et de sa publication et/ou notification. Il peut également faire l'objet d'un recours gracieux dans les mêmes conditions de délai. Le tribunal administratif peut être saisi de manière dématérialisée par le biais de l'application « télérecours citoyen » accessible depuis le site Internet www.telerecours.fr

ARTICLE 4 : Madame la Directrice Générale des Services, M. le Commissaire Divisionnaire, M. le Chef de la Police Municipale sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté qui n'entrera en vigueur qu'après la mise en place de la signalisation réglementaire.

Arles, le 22 janvier 2024

Le Maire d'Arles

Patrick de Carolis

